

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 18/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société WERIT**

**Allée du Lac – ZI du Gournier  
26200 Montélimar**

Référence : 20240306-RAP-DAEN0221

Code AIOT : 0006111292

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement WERIT implanté Allée du Lac ZI du Gournier 26200 Montélimar. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WERIT
- Allée du Lac ZI du Gournier 26200 Montélimar
- Code AIOT : 0006111292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WERIT est un groupe allemand de transformation de polymères.

Deux implantations sont présentes en France (deux usines à Wissembourg dans le 67 et une usine à Montélimar).

L'activité principale est la fabrication d'IBC de 1000 litres. Depuis 2020, l'exploitant réalise aussi le reconditionnement des emballages souillés.

La capacité de production du site est de 250 000 unités/an avec 34 employés qui travaillent en 3 x 8 pour la partie soufflage et en 2 x 8 pour la partie montage. Les poches intérieures de l'IBC sont aussi vendues non montées.

Les principaux clients sont dans le secteur de l'agroalimentaire.

6 000 m<sup>2</sup> de bâtiments sont présents sur une surface de site de 22 000 m<sup>2</sup>.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Prévention GPI
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 1.2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	4 mois
2	Registre déchets – déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registres déchets – déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Comportement au feu des bâtiments	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Désenfumage	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Installations électriques	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Système de détection incendie	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rétention des eaux incendie	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.4.1-V	Demande d'action corrective	3 mois
12	Foudre	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
14	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
17	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-364	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration annuelle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
8	Règles spécifiques de stockage	AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.7	Sans objet
15	Typologie des sites industriels - GPI	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11	Sans objet
16	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire un point complet sur le site et de regarder, en plus, les sujets PFAS et granulés plastiques industriels.

La principale non-conformité détectée est le défaut d'autorisation pour la rubrique 2718 (réception d'IBC de déchets dangereux). Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à monsieur le préfet de la Drôme et une information (délit) est faite au procureur.

De nombreuses autres non-conformités ont été relevées :

- l'exploitant ne déclare pas sous Gerep les déchets réceptionnés sur le site,
- le registre des déchets sortants ne comporte pas les déchets non dangereux,
- deux portes coupe-feu ne fermaient pas complètement,
- le signal sonore de la détection automatique n'est pas audible en tout point du site et certaines zones ne sont pas couvertes,
- l'exploitant n'a jamais mis en œuvre le confinement des eaux d'extinction,
- les travaux d'installation des équipements de protection contre la foudre n'ont jamais été réalisés,
- l'exploitant n'a pas proposé une liste des PFAS et n'a pas réalisé les trois campagnes d'analyses (il pensait ne pas être soumis mais les eaux pluviales sont bien susceptibles d'être souillées),
- les audits concernant les granulés plastiques industriels ne sont pas mis à disposition du public, car l'exploitant ne possède pas de site internet...

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2661.1.a : 72 t/j – A</li> <li>- 2661.2.b : 19 t/j – D</li> <li>- 2662.3 : 506 m<sup>3</sup> – D</li> <li>- 2663.2.c : 6 250 m<sup>3</sup> – D</li> <li>- 1532.3 : 1 200 m<sup>3</sup> – D</li> <li>- 2718-2 : 0,99 t – D (cuves GRV usagées et souillées)</li> <li>- 2714-2 : 999 m<sup>3</sup> – D (cuves GRV usagées et souillées)</li> </ul>

**Constats :**

Un point complet a été réalisé avec l'exploitant sur les rubriques ICPE :

- Rubrique 2661.1.a : 72 t/j - autorisation - pas de changement pour l'opération de moulage des granulés plastiques à une température de 200 °C,
- Rubrique 2661.2.b : 19 t/j - déclaration - pas de changement pour le broyage, la découpe et le sciage,
- Rubrique 2662.3 : 506 m<sup>3</sup> - déclaration - pas de changement avec la présence de 2 silos de 75 tonnes, de 2 silos de 8 tonnes et de 2 silos de 7 tonnes,
- Rubrique 2663.2.c : 6 250 m<sup>3</sup> - déclaration - pas de changement concernant le stockage des IBC et des palettes,
- Rubrique 1532.3 : 1 200 m<sup>3</sup> - déclaration - pas de changement concernant le stockage de palettes en bois,
- Rubrique 2718-2 : 0,99 tonnes - déclaration ==> l'exploitant a déclaré stocker environ 240 IBC « dangereux » sur site le jour de l'inspection soit environ 3,6 tonnes (chaque IBC pèse 15 kg). Le seuil de l'autorisation pour la rubrique 2718 est 1 tonne. **Un défaut d'autorisation est donc constaté et une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme,**
- Rubrique 2714-2 : 999 m<sup>3</sup> - déclaration - 240 IBC représentent environ 240 m<sup>3</sup> donc pas de changement.

Il est à noter que la rubrique 1510 a évolué suite aux textes dits « post-lubrizol » en introduisant la notion d'IPD (Installation Pourvue d'une Toiture et dédiée au stockage). Pour déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE au titre de la rubrique 1510, il convient de recenser les IPD puis identifier les différents groupes d'IPD et exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510. Le périmètre final est à prendre en compte au niveau des tonnages et des volumes pour la rubrique 1510. De plus, les stockages liés aux rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 peuvent dorénavant être classés tous en 1510 selon la configuration du site. L'exploitant ne s'est pas positionné.

**Non-conformité 1 : Une installation relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées (3,6 tonnes de déchets dangereux présents sur site pour un seuil d'autorisation fixé à 1 tonne) est exploitée sans l'autorisation requise.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative en déposant, **sous 4 mois** (échéance à compter de la signature de la mise en demeure proposée), un dossier de demande d'autorisation conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement.

L'exploitant doit aussi déposer dans les meilleurs délais une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si une évaluation environnementale est nécessaire pour la régularisation administrative de l'installation.

Il est à noter que le bureau d'études EVOLUTYS est d'ores et déjà missionné par l'exploitant sur le sujet.

**En parallèle, l'exploitant ne s'est jamais positionné sur la rubrique 1510 qui peut, dorénavant, parfois englober les rubriques 2662, 2663 et 1532... Il en profite pour mettre à jour son tableau de rubriques ICPE.**

**Délai : 1 mois**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

## N° 2 : Registre déchets – déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement. b) Concernant la dénomination, nature et quantité. c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet. d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise le registre des déchets, issu de track déchets, et cela ne concerne donc que des déchets dangereux. Ce registre est complet et correctement renseigné. En revanche, l'exploitant ne déclare pas sous GEREPP les déchets qu'il reçoit alors qu'il fait bien partie de la chaîne de traitement des déchets dangereux réceptionnés.  <b>Non-conformité 2 : L'exploitant ne déclare pas chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site de déchets dangereux, conformément à l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</b> <b>Délai : 31 mars 2024 pour l'année 2023</b>  Les bordereaux de suivi de déchets pour la réception des IBC ont été regardés par échantillonnages et ils sont correctement renseignés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 3 : Registres déchets – déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation. b) Concernant la dénomination, nature et quantité. c) Concernant l'origine du déchet. d) Concernant la gestion et le transport du déchet. e) Concernant la destination du déchet.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise track déchets pour avoir le registre des déchets sortants de son établissement, mais cela ne concerne que les déchets dangereux.

Tous les déchets non dangereux générés par l'établissement ne sont pas présents dans un registre.
<b>Non-conformité 3 : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés seulement les déchets dangereux sortants, les déchets non dangereux ne sont pas présents.</b> <b>Délai : 1 mois</b>
Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ont été regardés par échantillonnage. Le bordereau d'évacuation du 9 septembre 2022 concerne l'élimination de 4 tonnes d'emballages souillés (15 01 10*) chez ECO Logistique (45) mais ce BSD a été annulé et remplacé par celui du 15 septembre 2022. Le bordereau est correctement rempli.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter son registre des déchets sortants, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, en intégrant les déchets non dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 4 : Déclaration annuelle GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare bien sous GERE tous les déchets qui sortent de son établissement. En revanche, il ne déclare pas les déchets dangereux qui entrent sur site ( <b>cf. non-conformité 2 du présent rapport</b> ).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <u>La déclaration GERE a été mise en révision par l'inspection et la case « L'établissement réceptionne / traite / stocke des déchets (y compris tri-transit-regroupement, incinération, compostage et méthanisation) » a bien été cochée dans la partie « types d'activités ».</u> L'exploitant doit dorénavant compléter sa déclaration GERE avec les déchets reçus en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> 2- Cellule de stockage de produits finis et d'accessoires : Les zones de stockage des produits finis et d'accessoires, sont séparées de l'atelier de production

<p>relevant de la rubrique 2661, et des locaux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation, par un mur REI120 sur toute la hauteur avec flocage sous toiture sur une longueur de 5 m de part et d'autre des murs REI120. Les portes sont à minima coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</p> <p>3. La cellule n°3 est séparée de la cellule n°2 par une paroi REI120 jusqu'en sous face de toiture.</p> <p>4. La « sous-cellule » n°1 est séparée des cellules n°1 et 2 par une paroi REI120 jusqu'en sous face de toiture. La façade Sud est également REI120. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Toutes les dispositions constructives, décrites dans l'arrêté, sont bien mises en œuvre sur le site.</p> <p>La société ARDROM a contrôlé les portes coupe-feu le 6 novembre 2023. 4 portes coupe-feu semblent avoir des soucis sur les 5 présentes sur le site. Des tests de fermeture ont été donc été réalisées par l'exploitant à la demande de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- porte coupe-feu 1 : test concluant,</li> <li>- porte coupe-feu 2 : test concluant,</li> <li>- porte coupe-feu 3 : test non concluant car la porte ne ferme pas complètement,</li> <li>- porte coupe-feu 4 : test non concluant car la porte ne ferme pas non plus complètement,</li> <li>- porte coupe-feu 5 : test concluant.</li> </ul> <p>Deux portes coupe-feu ne fermaient donc pas encore complètement lors de l'inspection.</p> <p><b>Non-conformité 5 : Les portes coupe-feu 3 et 4 ne ferment pas complètement. Ces non-conformités ont d'ores et déjà été constatées lors du contrôle périodique du 6 novembre 2023.</b> <b>Délai : 1 mois</b></p> <p>Sans mise en œuvre d'une action corrective rapide, une mise en demeure pourra être proposée à monsieur le préfet de la Drome.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure que ses portes coupe-feu sont fonctionnelles à tout instant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

## N° 6 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. [...]</p>



<p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. [...]</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le désenfumage a été contrôlé par la société ARDROM le 6 novembre 2023.</p> <p>Plusieurs observations ont été constatées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- exutoire n° 10 non raccordé,</li> <li>- exutoire n° 43 ne se referme pas...</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas pu prouver que des travaux avaient été engagés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 1 : L'exploitant fournit les justificatifs de réparation du désenfumage suite au contrôle périodique de la société du 6 novembre 2023.</b></p> <p><b>Délai : 1 mois</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens mis en place doivent pouvoir fournir une quantité d'eau minimale de 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 540 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le site est équipé des moyens de lutte incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un poteau incendie, situé au Sud-Est de l'établissement à proximité de l'entrée du site ;</li> <li>- deux bâches d'eau de 300 m<sup>3</sup> chacune avec aires pompiers, situées à l'Est et à l'Ouest du bâtiment en dehors des flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, à moins de 5 m de la voie pompier et en complément du poteau incendie externe implanté allée du lac.</li> </ul> <p>Ces réserves incendie sont associées à 5 plateformes de pompage de 32 m<sup>2</sup> (8 × 4 m) et de 5 rampes d'aspiration fixe DN 100. Ces réserves incendie sont destinées uniquement à la défense extérieure, c'est-à-dire à la mise en aspiration des engins pompes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun poteau incendie n'est présent à proximité de l'entrée du site.</p> <p>En revanche, les deux bâches d'eau de 300 m<sup>3</sup> sont bien présentes soit 600 m<sup>3</sup> ce qui permet de fournir au minimum les 540 m<sup>3</sup> attendus.</p> <p>L'exploitant possède en plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs contrôlés par la société ARDROM avec certificat Q4 du 1<sup>er</sup> février 2024 précisant que l'installation est conforme,</li> <li>- des RIA contrôlés par la société ARDROM avec un certificat Q5 du 1<sup>er</sup> février 2023 (l'exploitant ne possédait pas encore celui de 2024) précisant plusieurs non-conformités (têtes complètes RIA n° 8,</li> </ul>

10 et 16 à changer, RIA n° 13 voilé...). L'exploitant a montré la commande du 31 janvier 2024 pour la remise en état des RIA.
Lors du tour de site, il a été constaté que le RIA n°9 n'était pas accessible facilement (stockages devant).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Demande 2 : L'exploitant s'assure que ses RIA sont toujours accessibles sur le site.</b> <b>Délai : 1 mois pour le RIA n°9</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

#### N° 8 : Règles spécifiques de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage dans les bâtiments (Produits finis et accessoires) : Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. Un espace libre de 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.  Palettes : L'aire de stockage de palettes se situe à l'Ouest du bâtiment d'activité : - Palettes bois : 1 200 m <sup>3</sup> ; - Palettes plastiques : 300 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Les stockages dans le bâtiment ont été regardés lors du tour de site et ils respectent les prescriptions de l'arrêté. L'aire de stockage des palettes respecte aussi les prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième

partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont été contrôlées par l'APAVE le 28 décembre 2023.</p> <p>La vérification était complète et 32 observations ont été détectées.</p> <p>Le certificat Q18 précise que certaines observations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>La plupart des travaux sont réalisés en interne et pour certains, l'exploitant fait appel à un prestataire extérieur. Un plan d'actions a d'ores et déjà été mis en place par l'exploitant.</p> <p>Un contrôle par thermographie infrarouge a été réalisé le 23 novembre 2023 par l'APAVE.</p> <p>Le contrôle a seulement été partiel.</p> <p>Aucune grosse non-conformité n'a été détectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 3 : L'exploitant s'assure de lever les observations résiduelles suite au contrôle des installations électriques.</b></p> <p><b>Délai : 3 mois</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

#### N° 10 : Système de détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant équipe les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages et de l'atelier de production.</p> <p>Une alarme incendie équipe le bâtiment de stockage. L'alarme est raccordée au centre de télésurveillance anti-intrusion qui suit les consignes définies.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un dispositif de détection automatique (infrarouge) est bien présent.</p> <p>En dehors des horaires de travail, une levée de doute est réalisée grâce aux caméras par le chef du site ou le technicien de maintenance.</p> <p>La société ARDROM a réalisé le contrôle le 22 septembre 2023. Le certificat Q7 du 10 octobre 2023 précise que le signal n'est pas audible sur tout le site et l'ensemble du site n'est pas protégé (7 observations ont été constatées en tout).</p> <p><b>Non-conformité 5 : Le dispositif de détection automatique d'incendie ne possède pas une transmission, en tout temps, de l'alarme (le signal n'est pas audible sur tout le site et l'ensemble de l'établissement n'est pas protégé).</b></p> <p><b>Délai : 1 mois</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que le signal est bien audible en tout point du site et que toutes les zones sont bien protégées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 11 : Rétention des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.4.1-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux incendies sont confinées dans le bâtiment (100 m<sup>3</sup>) et au niveau de la voirie située à l'Ouest du site (510 m<sup>3</sup>). Des vannes martelières sur les réseaux d'évacuation des eaux permettront de confiner les eaux incendies sur le site.</p> <p>L'aire extérieure, en enrobé, dédiée au stockage de palettes, située à l'Ouest, du bâtiment est aménagée pour pouvoir confiner les eaux incendie liées au stockage palettes (120 m<sup>3</sup>) via la mise en place d'une vanne de confinement avant le bassin d'infiltration.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux barrières manuelles sont en cours de mise en œuvre dans le bâtiment pour obtenir le confinement de 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>En revanche, rien n'a été réalisé au niveau des travaux sur les voiries extérieures.</p> <p>Le confinement de 510 m<sup>3</sup> sur la partie ouest n'est pas présent et les vannes martelières ne sont pas installées.</p> <p>La vanne de confinement avant le bassin d'infiltration n'est pas non plus présente.</p>
<p><b>Non-conformité 6 : Le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie n'est pas effectif sur le site.</b></p> <p><b>Délai : 3 mois</b></p>
<p>Ce point étant relevé pour la première fois, une mise en demeure n'est pas proposée actuellement mais elle pourrait être proposée si l'exploitant ne met pas en œuvre rapidement des actions correctives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 12 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2020, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une étude foudre comprenant l'Analyse du Risque Foudre (ARF), l'Etude Technique (ET) et la notice de vérification et de maintenance est réalisée dans les douze mois suivants la notification du présent arrêté.</p> <p>⇒ AM du 04/10/2010</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (non disponible sur le site) a été réalisée par la société EVOLUTYS en 2018.</p>

<p>Une étude technique foudre a été réalisée par la même société le 18 juin 2018. Des travaux sont à réaliser dont la mise en place de deux PDA (Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage), de parafoudres...</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé les travaux.</p> <p><b>Non-conformité 7 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</b></p> <p><b>Les dispositifs de protection et les mesures de prévention doivent répondre aux exigences de l'étude technique.</b></p> <p><b>Délai : 3 mois</b></p> <p>Là encore, une mise en demeure pourra être proposée à monsieur le préfet de la Drôme si les travaux ne sont pas réalisés rapidement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 13 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas travaillé sur le sujet, car il pensait ne pas être soumis à cet arrêté.</p> <p><b>Non-conformité 8 : L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation</b></p> <p><b>Délai : 1 mois</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 14 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des</p>

zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne pensait pas être soumis donc il n'a actuellement pas travaillé sur le sujet. <u>Les eaux pluviales de son site sont susceptibles d'être souillées.</u></p> <p>Il a bien compris que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 lui était applicable.</p> <p>La rubrique 2661 entraînait une mise en œuvre des campagnes avant le 27 septembre 2023.</p> <p><b>Non-conformité 9 : L'exploitant n'a pas réalisé une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</b></p> <p><b>Délai : 1 mois pour lancer la première campagne puis le mois suivant pour la seconde et le mois encore suivant pour la troisième campagne.</b></p> <p>L'exploitant ne pensait pas être soumis à cet arrêté donc un arrêté préfectoral de mise en demeure n'est pas proposé immédiatement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 15 : Typologie des sites industriels – GPI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les quantités de granulés présentes sur le site sont supérieures à 5 tonnes donc les textes sont bien applicables.</p> <p>Les granulés font environ 6 mm.</p> <p>Il est à noter que ce site n'est pas présent dans un port fluvial ou maritime.</p> <p>Tous les granulés sont stockés en silos.</p> <p>L'exploitant connaît l'existence de la réglementation applicable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361
-------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2021.
<b>Constats :</b> Les stockages de granulés sont réalisés en silos et les granulés sont ensuite utilisés à l'intérieur des bâtiments. Aucune dissémination dans l'environnement n'a été constatée lors de l'inspection. Les conditions d'utilisation respectent les prescriptions applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2022.
<b>Constats :</b>

Les procédures n'ont pas été demandées à l'exploitant lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Demande 4 : L'exploitant fournit à l'inspection les procédures visées à l'article D.541-362 du code de l'environnement.</b> <b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 18 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-364
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'un audit avait été réalisé mais l'inspection n'a pas demandé à le voir. En revanche, la société ne possède pas de site internet, donc il ne peut pas mettre à disposition du public les éléments.</p> <p><b>Non-conformité 10 : L'exploitant ne met pas à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, conformément à l'article D.541-364 du code de l'environnement, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</b> <b>Délai : 3 mois</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective